

GO REQUISITION! #2 STOP EXPULSION

Appel à manifestation. 4 juillet 18h, départ des Réformés

Le 23 Mars dernier, à quelques jours de la fin de la trêve hivernale, nous, habitant.es de Marseille, précaires, hébergé.es du 115, solidaires, prenions la rue pour dénoncer la situation catastrophique de Marseille en matière de logement et demander à la Mairie et la Préfecture la réquisition des logements vides.

Aujourd'hui, nous marcherons pour obtenir la réquisition de deux bâtiments où logent maintenant les familles expulsées d'abord du 1 place Sadi Carnot puis du 100 rue de la République. La Préfecture leur avait laissé, par promesse orale, la fin de la trêve scolaire. Les habitant.es ont préféré trouver un autre lieu afin de ne pas s'exposer à une expulsion souvent violente et humiliante des forces de l'ordre.

Aujourd'hui, 1 an après l'expulsion de 1 place Sadi Carnot, le bâtiment est toujours vide, qu'advient-il du 100 rue de la République? Alors que cette rue est connue pour avoir été l'objet d'un "plan de requalification" sous Gaudin, vidée de ses habitant.es et laissée aux mains d'investisseurs sans scrupules, la nouvelle Mairie et la Préfecture préfèrent encore voir cette rue vide plutôt que de prendre des dispositions pour y laisser les personnes qui, sans ressources, y ont trouvé refuge.

Pourtant, la deuxième ville de France n'a pas à être fière : Au dernier comptage, 14 000 personnes étaient à la rue. Et 30 000 logements sont vides ! Et pourtant on nous dit qu'il n'y a pas de places. Seuls 0.4% des appels au 115 aboutissent à une place en hébergement d'urgence et ce chiffre risque d'empirer avec la suppression de 700 places en 2022.

Il n'y a pas de place en CADA ou en foyer alors que moins d'un.e demandeur.euse d'asile sur 4 est hébergé.e, ni de place pour les mineurs non-accompagnés. Alors que la tension locative ne cesse d'augmenter au Centre Ville, dans un contexte de touristification croissante où le AirBNB règne en maître, le logement social reste défaillant dans tous les quartiers de la ville.

Plutôt que de n'avoir d'autre choix que de dormir à la rue; d'être au prise de marchands de sommeil, de squatter sans relâche et de parfois "bénéficier" de nuits d'hôtel qui ne nous permettent pas d'avoir une vie de famille, de cuisiner, de nous reposer. Nous exigeons le droit à un toit qui sort des logiques de l'hébergement d'urgence ou de l'hébergement précaire et insalubre, de ces dispositifs qui ne nous permettent pas de prendre soin des autres aspects de nos vies, qui ne permettent pas à nos enfants de grandir sereinement, qui nous laissent épuisés.es.

Aujourd'hui nous demandons à la Mairie et à la Préfecture d'arrêter de se renvoyer la balle et de se dédouaner de leurs devoirs notamment en sollicitant des réseaux de solidarité pour pallier leur propre inaction. Nous leurs demandons de sortir de leur torpeur et d'assumer leurs responsabilités. Nous demandons au Printemps Marseillais de tenir la promesse faite en 2020 qui s'engage, dans son programme (p. 9), à : « identifier, remettre en location ou aider à la remise en location des logements vides, sous peine de mise en œuvre des procédures légales de réquisition ».

Nous demandons la réquisition des deux nouveaux bâtiments que nous occupons.